

Questions orales

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Puisque la Commission océanographique de l'État de Washington a étudié certains emplacements pour la livraison du pétrole brut de l'Alaska, mais seulement ceux à l'intérieur du détroit de Juan de Fuca, et jusqu'à présent n'a fait aucune recommandation à ce sujet, comment le ministre peut-elle croire que ces études d'emplacements de rechange puissent éviter des dommages écologiques à l'intérieur du détroit de Juan de Fuca et sur la côte de la Colombie-Britannique?

Mme Sauvé: Monsieur le président, l'Institut océanographique, comme le dit l'honorable député, a étudié plusieurs emplacements possibles de ports de livraison du pétrole dans l'Ouest canadien. Les études ne se sont pas limitées aux ports qui se trouvent à l'intérieur du détroit de Juan de Fuca. Je sais pertinemment que d'autres emplacements sur la côte ont été considérés, mais il y a sur cette côte, en raison de la géographie particulière et en raison surtout des courants, des difficultés énormes relativement à l'établissement de superports pour pétroliers. L'emplacement proposé de Port Angeles a le mérite d'être plus près de l'entrée du détroit de Juan de Fuca.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES**LES MOTIFS DE LA MAJORATION DES TAUX D'INTÉRÊT—LA QUESTION DE LA STABILISATION DU DOLLAR CANADIEN**

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. En son absence, son collègue, le ministre d'État chargé des Affaires urbaines, a exprimé de l'inquiétude devant la récente hausse rapide des taux hypothécaires et a décidé d'en parler au ministre dès son retour. Le ministre peut-il dire à la Chambre si cette importante conversation a eu lieu? Peut-il apporter des éclaircissements pour la gouverne de la Chambre sur l'interprétation qu'a donnée le gouvernement à la question de savoir pourquoi on laisse monter les taux d'intérêt à court terme en général, et les taux hypothécaires en particulier, à un moment où le ministre essaie de stimuler l'économie?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas encore eu l'occasion d'en parler avec mon distingué collègue, le ministre d'État chargé des Affaires urbaines. J'espère pouvoir le faire bientôt. En ce qui concerne les taux hypothécaires, cela pourrait, espère-

[Mme Sauvé.]

t-on, traduire un certain retournement du marché et certaines pressions qui s'y exercent.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le ministre souscrit-il à la politique de la Banque du Canada de hausser les taux d'intérêt afin de stabiliser le cours déclinant du dollar canadien?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je n'accepte pas l'hypothèse qui sous-tend la question. Je ne vais donc pas faire de commentaire à ce sujet.

* * *

LES TRAVAUX PUBLICS**LE DRAGAGE—L'OPPORTUNITÉ DE LA FONDATION D'UNE SOCIÉTÉ DE LA COURONNE**

M. Paul E. McRae (Fort William): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Travaux publics. Comme le gouvernement possède une vingtaine d'installations de dragage sinon plus, envisagera-t-il de créer une société de la Couronne afin de concurrencer le secteur privé de l'industrie du dragage, de se mettre dans une position de contrôle et en fait, d'établir un système d'offres de réserve?

L'hon. C. M. Drury (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, la possession et l'exploitation de matériel de dragage par le ministère des Travaux publics ne signifient pas, en fait, que nous puissions réaliser le genre d'expérience suggérée par le député. La création d'une société de la Couronne n'améliorerait pas la situation à l'heure actuelle, selon moi.

M. Baldwin: Rappelez donc Hal Banks pour diriger cela.

Des voix: Bravo!

* * *

LE CODE CRIMINEL**L'OPPORTUNITÉ D'UN RÉFÉRENDUM SUR LA PEINE DE MORT**

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Elle se rapporte à la première question posée aujourd'hui sur la peine de mort. Le gouvernement envisagera-t-il de tenir un référendum national sur l'abolition ou le maintien de la peine capitale avant 1977 ou avant les prochaines élections fédérales?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Non, monsieur l'Orateur, le gouvernement n'en a nullement l'intention.

M. Paproski: Il me semble que les Canadiens devraient avoir le droit d'exprimer leur opinion sur une question aussi importante avant les prochaines élections fédérales.

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, les Canadiens ont leur mot à dire chaque fois qu'il y a des élections fédérales. La dernière fois, ils ont élu une majorité de libéraux.

Des voix: Oh, oh!